

Fête de la Rose

Wattrelos – Dimanche 20 mars 2016

Allocution de Manuel VALLS, Premier ministre

Seul le prononcé fait foi

Cher Dominique BAERT,
Chère Danielle CUCHÈRE,
Chers Catherine OSSON et Henri GADAUT,
Chers amis,

Cette fois, si j'ose dire ... c'est la bonne ! Après une première tentative ... il y a trois ans ... nous voici réunis ... à l'occasion de cette traditionnelle fête de la Rose.

C'est un beau moment ! Pour se retrouver. Se parler. Se donner de l'énergie. L'énergie pour porter nos idées, convaincre, avancer. Ces moments ... militants ... je les apprécie tout particulièrement et depuis longtemps. Ils sont notre force ! Ne l'oublions pas !

*

Venir dans le Nord, pour un socialiste, c'est un peu un retour aux sources ... Dans cette terre ouvrière, où l'on connaît si bien le prix du travail, beaucoup a été fait pour le progrès social. Le Nord est une terre de solidarité ; celle qui naît de l'épreuve. Une terre de fraternité ; celle qui naît des grandes réalisations collectives.

Une terre qui a donné à la gauche de grandes figures : Jules GUESDE, Roger SALENGRO, dont cette salle porte le nom, Léo LAGRANGE et bien sûr, bien sûr... Pierre MAUROY !

Occuper son bureau, à Matignon, est un honneur ... un encouragement de tous les instants. Pierre MAUROY, parce qu'il a su prendre les bonnes décisions ; parce qu'il a été un homme d'héritage et de modernité, est un exemple. Comme il a été et reste un exemple pour vous, chers amis, chers militants du Nord, chers Martine FILLEUL, Patrick KANNER, Bernard ROMAN et Yves DURAND, que je salue très amicalement.

*

Merci, cher Dominique, pour ton invitation et pour tes mots.

Merci à vous tous pour cet accueil chaleureux.

Si nous nous retrouvons tous ici, si nous célébrons cette camaraderie, c'est que quelque chose nous prend aux tripes ; fait notre fierté et ne fait pour nous aucun doute : nous sommes des femmes et des hommes de gauche.

Je n'ignore rien des doutes et des interrogations, des inquiétudes et des colères aussi. Je veux y répondre. Mais je ne suis pas là pour décerner je ne sais quel bon point ... pour dire qui est vraiment de gauche ou qui ne l'est pas ... pour dire qui trahirait l'idéal ou qui en serait le gardien. Ces débats ne m'intéressent pas. Ce qui m'intéresse, ma responsabilité de Premier ministre, c'est de tirer la France vers le haut. Elle a tant de cartes en main. Cette région, à elle seule, en témoigne.

Et parce que notre monde est riche d'opportunités mais aussi traversé par les menaces ... parce qu'il y a ces difficultés économiques et sociales ... parce qu'il y a aussi cette interrogation sur notre identité, sur ce qui fait la France ... je sais, je suis convaincu, que la gauche a plus que jamais un rôle déterminant à jouer.

*

Etre de gauche, vous le savez mieux que personne, c'est savoir faire des choix difficiles. Ils sont parfois le seul moyen de ne pas trahir nos convictions.

Ce fut le cas, en décembre, lors des Régionales. Il n'y avait pas à hésiter un seul instant ! L'extrême droite, c'est la ruine de la France. Ce sont des souffrances en plus, pour ceux qui souffrent déjà. Face à cela, nous choisirons toujours le camp de la République ! Soyons, soyez fiers de cela ! De cette réponse très claire – même si elle a été douloureuse, très douloureuse : accepter de n'avoir aucun conseiller régional pendant six ans – que vous avez apportée !

Etre de gauche, c'est ne rien céder sur l'essentiel. C'est avoir aussi, chevillée au corps, la passion de l'égalité, pour que chacun ait les mêmes chances de réussir dans la vie.

Alors, nous investissons à l'école, dans nos universités, pour la formation de nos jeunes. N'oublions jamais que nos prédécesseurs ont voulu faire croire aux Français que nos écoles iraient « mieux » avec « moins » – beaucoup moins – de professeurs et de moyens pour l'éducation nationale.

Nous investissons pour les territoires. Pour qu'il n'y ait pas d'un côté ceux qui ont tous les atouts – transports, équipements, développement, santé, culture ... – et de l'autre, ceux qui cumulent toutes les difficultés. Tu le sais bien, cher Dominique, qui suis de près la réforme de la dotation globale de fonctionnement ! Qui suis de près, aussi, la modernisation du centre hospitalier – et l'Etat sera au rendez-vous.

Etre de gauche c'est agir pour la solidarité. La vie est dure pour nombre de nos compatriotes, pour ceux qu'on appelle trop rapidement « les petites gens ». Avec la prime d'activité, la hausse du RSA, des petites retraites, la généralisation du tiers-payant, la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt ... nous agissons pour notre cohésion !

Etre de gauche, c'est vouloir des citoyens libres de leurs choix, de ce en quoi ils croient ; c'est lutter contre les logiques d'enfermement, de ségrégation sociale ou territoriale ; c'est être viscéralement républicains et viscéralement attachés à la

laïcité, à l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous ne devons jamais cesser de les défendre !

Etre de gauche, c'est – et je veux insister devant vous sur ces deux points – : tout faire pour la sécurité. Et tout faire pour le travail et l'emploi.

1. Etre de gauche, c'est tout faire pour la sécurité des Français

Sur cette question de la sécurité, la gauche n'a pas toujours eu les idées claires ... Elle a longtemps privilégié les débats sur les causes de la délinquance ... plutôt que d'apporter des solutions.

Cette époque est derrière nous ! Je me félicite d'avoir – avec d'autres élus de terrain, comme toi cher Dominique –, affirmé que la sécurité était un besoin et une valeur. La sécurité est la première des libertés ! Sans elle, les victimes, ce sont d'abord les plus fragiles, les « sans défense », les salariés dans les quartiers populaires, les femmes qui élèvent seules leurs enfants, les jeunes qui subissent le racket, les personnes âgées.

Se faire cambrioler, quand on a peu – et que l'on a travaillé dur pour l'avoir – est une blessure. Subir la loi des petits trafiquants, rentrer chez soi la peur au ventre, vivre dans l'angoisse pour ses enfants, c'est insupportable. Chaque incivilité subie est une souffrance.

Je n'ai jamais compris ceux qui disent qu'en s'occupant de sécurité, la gauche s'écarte de ce qu'elle est. Non ! Il y a cette attente d'autorité, d'autorité républicaine. Nous y répondons. Nous assumons nos responsabilités, en nous donnant tous les moyens.

En cinq ans, nous aurons créé 10 300 postes supplémentaires de policiers et de gendarmes. Nous aurons donné à nos forces de l'ordre, à la Justice, des dispositifs pour agir plus efficacement comme les zones de sécurité prioritaires. Celle de Roubaix-Tourcoing-Wattrelos, où je m'étais rendu comme ministre de l'Intérieur, apporte des résultats : 10 % de cambriolages en moins en un an ! Plus d'une tonne de cannabis saisie en 2015, contre 65 kilos en 2014 ! Ces résultats, c'est la réponse de la puissance publique. C'est la réponse du Gouvernement.

Alors, quand j'entends cette petite musique qui revient, demandant sans cesse « moins » de fonctionnaires, « moins » d'agents publics, « moins » d'Etat ... Je dis : attention !

Bien sûr, il faut maîtriser la dépense publique. Nous la diminuons ! L'efficacité, ce n'est pas dépenser toujours plus ! Il s'agit de l'argent des Français, et nous savons combien il est durement gagné. Mais nous avons besoin d'un Etat capable d'agir. Pour protéger ! Soigner ! Sauver des vies ! Pour défendre les plus fragiles !

Le vrai débat entre la gauche et la droite, il est là. Il faut le mener jusqu'au bout, projet contre projet. Ce sont deux visions différentes de la France.

Je refuse que dans ce débat, on mette en cause les fonctionnaires ! Bien sûr, leurs missions doivent reposer sur des droits et des devoirs. Nos services publics doivent se moderniser, se décentraliser, gagner en efficacité, mais je le dis : il est normal qu'ils soient considérés, que leur travail soit reconnu ! Nous avons décidé de réévaluer le point d'indice de 1,2% d'ici février 2017. C'est la première fois depuis 2010. Pour un infirmier avec dix ans d'ancienneté, c'est 280 euros bruts en plus par an. 230 euros pour un policier. 310 euros pour un enseignant !

Certains nous accusent d'électorisme, quel mépris ! Renvoyons-leur leurs contradictions. Ils disent vouloir un Etat fort, ils proposent de supprimer 300 000 agents publics, mais un Etat sans forces vives, qu'est-ce que c'est ?

*

Tout faire pour la sécurité des Français, c'est aussi lutter sans relâche contre le terrorisme islamiste. La menace est là, comme jamais. L'attentat à Abidjan ou l'attaque à Ben Gardane, en Tunisie, l'ont montré une fois de plus. Tout comme la traque en Belgique, cette semaine, juste de l'autre côté de la frontière, qui a permis de capturer Salah ABDESLAM et ses complices. Et je veux saluer l'action des autorités belges, saluer la parfaite coopération qui existe entre nos services. C'est cela l'Europe de la sécurité que nous appelons de nos vœux !

Avec le Président de la République, nous savons qu'il ne faut baisser la garde à aucun moment ! N'oublions rien des attaques de janvier et de novembre. L'exigence est la même.

Une guerre nous a été déclarée. Cette guerre, nous la menons, en Syrie, en Irak, au Sahel, contre les bastions de *Daech* et d'*Al Qaida*.

Nous menons le combat sur notre sol. Chaque jour, sous l'autorité du ministre de l'Intérieur et du garde des Sceaux, nos services de renseignement, la Justice, remontent les filières, localisent les cellules, interceptent les individus. Aujourd'hui, 2029 français ou résidents français sont impliqués dans les filières djihadistes.

Nous luttons aussi contre la radicalisation. Des milliers de jeunes sont concernés – il faut être lucide. Nous luttons contre le djihadisme partout, dans ces soi-disant lieux de prière, sur Internet, où il étend sa toile, embrigade et pousse des Français à retourner les armes contre leur propre pays. Nous devons cette vérité aux Français : ce combat sera de longue haleine. C'est le plus grand défi de notre époque. Le défi d'une génération. Le défi de la gauche aussi.

Jamais un gouvernement n'a autant fait pour protéger les Français !

2. Etre de gauche, c'est tout faire pour l'emploi

Mes chers amis,

Nous faisons tout pour protéger les Français ... Et nous faisons tout pour l'autre urgence : l'emploi.

Créer de l'emploi, c'était d'abord remettre en marche une économie qui, quand nous sommes arrivés aux responsabilités, était à l'arrêt.

Nous avons agi sur le coût du travail, avec le Pacte de responsabilité et de solidarité : 40 milliards d'euros de baisses des charges pour que nos entreprises retrouvent la compétitivité. Nous avons ciblé d'abord les PME et TPE, qui en ont le plus besoin, avec une prime pour toute embauche réalisée en 2016.

Nous avons réarmé notre industrie en misant sur l'innovation. La France est une grande puissance industrielle. Elle doit le rester. Nous ne renoncerons pas à produire en France !

Nous avons aussi voulu faire bouger l'Europe. La France a été entendue : l'euro a baissé - c'est bon pour nos entreprises - et le plan JUNCKER - 315 milliards pour doper l'investissement - est mis en œuvre.

Nous avons, aussi, incité fiscalement les entreprises à investir dans leur outil de production. Au début du mois, le feu vert a été donné pour 10 milliards d'euros d'investissements supplémentaires, dans des secteurs d'avenir.

Nous avons, enfin, baissé l'impôt sur le revenu en 2014, en 2015, et à nouveau en 2016 ! En tout : 12 millions de ménages modestes et de classe moyenne en bénéficient ! Les impôts ont trop augmenté entre 2010 et 2014. Je ne veux pas que la gauche soit synonyme d'augmentation des impôts.

Les résultats sont là. La croissance est revenue : 1,1 % en 2015. Les prévisions sont de 1,5 % pour 2016. Les investissements des entreprises s'accroissent. Les exportations sont très dynamiques. La consommation des ménages est en nette progression.

Ces chiffres - ceux de l'INSEE - sont la preuve d'une France qui, petit à petit, retrouve le chemin de la confiance, qui petit à petit se renforce. Pas d'une France qui s'affaiblit !

Bien sûr, beaucoup de Français ne le perçoivent pas encore dans leur quotidien. Bien sûr, on peut toujours et on doit toujours faire mieux... Pas d'autosatisfaction ! Mais je mets en garde contre cette tentation mortelle de tirer contre son propre camp. La situation est bien trop grave. Nous l'avons encore vu dimanche dernier : les populismes rôdent, progressent à grande vitesse dans les urnes. Ils parlent moins, mais ils se font toujours entendre. Nous diviser, fracturer la gauche, c'est

ouvrir un boulevard à l'extrême droite. Et c'est préparer le retour de la droite. Non plus la réforme, mais la rupture. A chacun d'en être bien conscient !

Aujourd'hui, nos entreprises créent, à nouveau, des emplois ... 80 000 en 2015. C'est encore insuffisant, pour faire entrer plus de monde, nos jeunes, sur le marché du travail. Si nous ne voulons pas d'une reprise sans emplois, ou avec des emplois précaires, il faut aller plus loin. En réformant notre marché du travail.

La gauche - de la même manière qu'elle a évolué sur la sécurité - doit évoluer sur le travail et la protection des salariés. Car quelle est la situation ?

- Un chômage de masse depuis trente ans. Entre 7 et 10% de la population active.
- 3,5 millions de personnes sans emploi.
- Un jeune actif sur quatre de moins de 25 ans est sans emploi.
- Un marché du travail à deux vitesses où certains, en CDI, sont relativement protégés de l'incertitude économique, là où d'autres enchaînent les contrats précaires. Ne nous y trompons pas : les rigidités de notre marché ne « protègent » pas. Elles excluent.
- Le temps où l'on passait toute sa carrière dans une même entreprise est révolu ; les jeunes aspirent à plus d'autonomie, à des carrières moins linéaires. De nouvelles formes de travail se développent, avec l'essor de l'économie collaborative.

La gauche doit donc protéger, mais aussi faciliter la mobilité, la prise de risque. Chacun doit bénéficier d'un même socle de protections, d'une même possibilité de construire sa vie. C'est cela qui se joue avec la loi Travail portée par Myriam EL KHOMRI.

En créant le compte personnel d'activité, elle protège chaque actif tout au long de sa carrière. Il pourra se former, qu'il soit salarié, indépendant, ou à la recherche d'un emploi. En dotant tous les jeunes d'un capital formation, elle leur permettra d'apprendre un métier. Ce que nous créons, ainsi, c'est un droit personnel et universel à la formation.

Un droit universel, aussi, à la « garantie jeunes ». Elle sera généralisée pour qu'aucun jeune sans diplôme ne soit laissé sur le bord de la route, pour qu'il soit accompagné vers la formation et vers l'emploi. C'est un très grand progrès social !

En donnant aux employeurs plus de visibilité, cette loi lève les réticences à l'embauche - à l'embauche en CDI. Certains disent que nous remettons en cause le CDI, créons de la précarité. C'est faux ! Bien au contraire, cette loi va augmenter le nombre d'embauches en CDI, sans bien sûr remettre en cause la durée légale du travail ni la majoration des heures supplémentaires

Nous donnons enfin à nos entreprises la souplesse dont elles ont besoin pour être plus réactives, plus compétitives, en faisant confiance au dialogue entre employeurs

et employés dans l'entreprise. C'est bien une différence de philosophie quant à la place et à la nature du dialogue social.

Cessons de faire croire qu'on va livrer le salarié au bon vouloir des patrons ! Les syndicats réformistes démontrent qu'il peut y avoir dans notre société autre chose que des rapports de force et des blocages ! Aucune naïveté vis-à-vis du patronat. Il faut être exigeant à son égard. Nous le sommes. Pas non plus d'esprit belliqueux à l'égard de ceux qui embauchent, créent de la richesse !

J'entends des interrogations : pourquoi une réforme aussi difficile à un an de la prochaine échéance ?

Je réponds : simplement parce que nous sommes là pour faire avec audace et justice ce que l'opposition - souvent prête à donner des leçons - n'a jamais fait. Nous sommes là pour changer les choses.

Et Pierre MAUROY le savait bien : la réforme ne se décrète pas. Elle se bâtit, dans le dialogue et l'écoute.

Lundi, avec Myriam EL KHOMRI, avec Emmanuel MACRON, avec les partenaires sociaux, les organisations de jeunesse, nous avons donné un nouveau départ au projet de loi Travail. Sans « édulcorer », « dénaturer », « renoncer », « reculer ». Nous nous sommes donné les moyens d'une grande réforme dont notre pays a besoin. D'une grande réforme pour l'intérêt général.

Chers amis,

Nous sommes de gauche et nous sommes aux responsabilités dans un moment de grande instabilité. Il y a les crises, migratoire et écologique. Il y a ce risque de dislocation de l'Europe, d'un grand retour en arrière pour nos pays. Votre région frontalière - tellement européenne, qui porte les stigmates du XXe siècle - le sait très bien : moins d'Europe, c'est peser moins dans le monde.

Nous connaissons les critiques : il y a ceux qui disent « la gauche n'a pas été élue pour baisser les charges des entreprises » ; ceux qui disent que la gauche au pouvoir ne fait pas tout ce que notre cœur nous dicte. Nous n'opposons pas la raison au cœur. La politique à la morale. Nous faisons simplement face à la réalité.

La réalité, à Calais, c'est une crise migratoire difficile. Difficile pour ceux qui, déracinés, vivent dans des camps dans l'espoir de traverser la Manche ; difficile, aussi, pour les habitants. L'Etat, à Calais, apporte des solutions pragmatiques, sans fermer les yeux sur les trafics, sans nier les difficultés, en répartissant mieux les réfugiés partout en France. C'est comme cela que nous avons pu évacuer une partie de la Lande.

Cette crise touche toute l'Europe, et donc tous les pays européens doivent se mobiliser. Nous avons le devoir d'accueillir tous ceux qui fuient les guerres, les persécutions, la torture ; et la France honore cette responsabilité. Mais il faut le dire

aussi : nous ne pourrions pas accueillir tous les migrants dans de bonnes conditions d'installation et d'insertion. Ce ne serait pas tenable sur le long terme. C'est ce que j'ai dit à nos amis allemands, il y a quelques semaines à Munich. Et je tiens à saluer leur mobilisation et leur courage.

Mes chers amis, n'écoutez pas ceux qui disent que la gauche au pouvoir a perdu son âme ! Refusez la tentation – si répandue dans notre histoire – de se réfugier dans le confort de l'opposition.

*

Tous les jours, je le disais, je suis dans le bureau qu'occupait Pierre MAUROY, et je m'attelle à cette mission passionnante : conduire le Gouvernement de la France.

Puisque nous sommes entre nous, permettez-moi cette confiance : je suis heureux à Matignon. Grave, car le poids du monde autour de nous interdit toute forme de légèreté. Mais heureux de servir mon pays, de savoir que nous œuvrons pour améliorer la vie des Français.

Je veux que la gauche réussisse. Je veux vous rendre fier de ce que nous faisons. Vous donner l'envie de gagner. De faire voter pour. Et non pas contre. D'avoir le choix de voter pour la gauche, et non pas d'avoir comme seule alternative la droite ou l'extrême droite.

Nous préparons mal la conquête du pouvoir. Confrontés à son exercice, nous ne l'expliquons pas. Certains ensuite nous accusent de trahir C'est toujours la même rengaine. Alors expliquons ! Assumons !

Si l'idéal ne change pas, les solutions, elles, changent. Les manières de s'engager également. Alors, pour réussir, la gauche doit « évoluer », « se réinventer », « se dépasser » – peu important les termes ! Mais le cycle du parti d'Epinais est derrière nous.

Il faut bâtir cette grande alliance, cette maison commune de tous les progressistes qui donne toute sa force à la gauche réformatrice. Et je sais qu'ici, dans le Nord, vous avez aussi cette ambition pour une gauche qui soit de nouveau fière, une gauche qui se rassemble. Les deux sont liés : il ne peut pas y avoir de fierté sans ce rassemblement. Sans unité. Sans respect.

Je ressens, dans cette salle, autour de toi, cher Dominique, cette envie de bâtir. Toi, le député investi, loyal, sur qui j'ai toujours pu compter. Toi, l'élus qui défends ton territoire, qui as su gagner la confiance des habitants de Wattrelos et du Nord. Toi le militant avec un sens aigu de l'engagement et du parti – qui ne te l'a pas toujours rendu ... mais les électeurs ne s'y sont pas trompés.

Je sais, nous savons tous quelle est ta force. C'est toujours ta force de caractère, ta combativité, face aux épreuves de la vie ... et ton sens de l'humour qui l'ont emporté.

*

Ensemble, nous devons faire réussir la gauche. Pour faire réussir la France.

Elle le mérite. Car la France, c'est ce pays magnifique, un pays de passion, de courage, capable des plus grandes réussites et des plus beaux exploits. Elle a mené les premiers combats pour la liberté ; remporté les plus belles victoires pour l'égalité. Elle s'est battue, toujours, pour la fraternité.

La France, c'est cette république ferme et généreuse. Qui tend la main à tous. Et qui sait aussi montrer le poing quand on la défie. La République, c'est notre plus grande conquête. Elle doit s'incarner partout. Elle doit accompagner chacun.

La France, c'est ce pays que j'aime, que nous aimons plus que tout. Je suis fier de le représenter, fier de le servir, et, avec le président, le Gouvernement, la majorité, et avec vous, chers militants, fier de le faire avancer ! La gauche est belle quand elle confond son destin avec celui de la France.

Vive la gauche !

Vive la République !

Vive la France !

* * *